



FRANCE STRATÉGIE

ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

CITATIONS DE FRANCE STRATÉGIE

lundi 24 août 2015

www.strategie.gouv.fr

Sommaire

France Stratégie

Les acteurs de l'aide à domicile sont « privés de grandir »	4
<i>Les Echos</i> - 24/08/2015	
Billet – Inventer plutôt que résister	5
<i>Lamecanique.Com</i> - 23/08/2015	
BPI France a investi €82 Millions dans 43 projets d'objets connectés !	6
<i>Aruco.Com</i> - 21/08/2015	
Les acteurs de l'aide à domicile sont « privés de grandir »	8
<i>Lesechos.Fr</i> - 24/08/2015	
Mâle-être chez les hommes	10
<i>Lexpress.Fr</i> - 22/08/2015	
Mâle-être chez les hommes	16
<i>Msn (France)</i> - 22/08/2015	
" Le co-investissement encourage certains investisseurs privés à prendre davantage de...	19
<i>Décideurs</i> - <i>Stratégie, Finance Et Droit</i> - 21/08/2015	

France Stratégie

**IDEES & DEBATS****LE POINT
DE VUE**

de Amir Reza-Tofighi

Les acteurs de l'aide à domicile sont « privés de grandir »

Nous nous appelons Advitam, Amelis, Apef, Générale des Services, O2, Petits-fils, Pro Seniors, Senior Compagnie, Vitaliance... Nous avons entre huit et treize ans. Nous sommes plus de 3.000 jeunes entreprises en bonne santé. Il y a encore quelques semaines nous étions confiantes dans l'avenir et dans notre potentiel de croissance. Mais un projet de loi du gouvernement a eu pour effet de nous faire geler tous nos projets d'embauche et d'investissement.

Pourtant, tous nos partenaires sont satisfaits : nos clients âgés ou handicapés, nos salariés, qui partagent notre enthousiasme pour nos projets et y voient des opportunités de carrière, nos prestataires, pour qui nous sommes de bons clients, nos banquiers, toujours prêts à financer nos projets.

Portée par leur confiance, notre croissance est forte. Nos entreprises emploient 150.000 personnes à travers la France. Dix d'entre nous ont même été identifiés parmi les 500 principaux créateurs d'emploi en France, depuis 2008, par une étude Xerfi récente (1).

Nous comptons bien ne pas nous arrêter là ! Il y a encore quelques semaines nous prévoyions l'ouverture de nombreuses agences supplémentaires, ce qui aurait abouti à la création de dizaines de milliers d'emplois dans les cinq prochaines années. Nous comptons développer de nouveaux services intelligents et innovants à destination des personnes âgées, des personnes handicapées, et de leurs familles, au centre de nos préoccupations depuis notre naissance. Nous souhaitons enfin continuer à professionnaliser l'ensemble des métiers de l'aide à domicile. Un métier que nous avons déjà contribué à moderniser et sécuriser grâce

à notre convention collective il y a un an.

Bien entendu une telle croissance ne se fait pas sans des investissements importants. Notre programme pour 2016 consistait donc aussi, au-delà des recrutements supplémentaires, à louer ou acheter des bureaux et à engager des actions de communication pour nous faire connaître.

Ces projets, la loi d'adaptation de la société au vieillissement, en cours de discussion, nous empêchera de les réaliser... D'abord notre volume d'activité sera plafonné pour nous interdire

Les personnes âgées et handicapées ne pourront plus choisir librement leur prestataire.

Et le volume d'activité des entreprises va être plafonné pour leur interdire de grandir.

de grandir. Ensuite, les personnes âgées et handicapées ne pourront plus choisir leurs prestataires d'aide à domicile puisque la liste des prestataires autorisés à intervenir sera réduite par les Conseils départementaux avant d'être totalement fermée (en 2022). Enfin, nous n'aurons plus le droit d'ouvrir de nouvelles agences.

Au passage, cette loi aura un coût pour les Conseils départementaux pour qui elle induira des dépenses supplémentaires : 287 millions d'euros par an, selon une étude du cabinet Olivier Wyman publiée en juin 2015.

Nous nous sommes toujours dits

favorables, pour notre secteur, à un texte de loi équilibré, qui harmoniserait enfin les droits et les moyens des associations et des entreprises. Mais, en l'état, cette loi remet définitivement en cause la liberté d'entreprendre dans le secteur de l'aide à domicile et limite la liberté de choix de leurs prestataires pour les personnes âgées ou handicapées. Dans ces conditions, comment sera garantie demain la qualité de service ?

Notre futur passe par une profonde modification du texte de loi actuel. Nous demandons au gouvernement de repenser le régime de l'« autorisation » d'exercice de nos activités. Nous demandons que ce nouveau régime repose sur une gouvernance associant le département aux services de l'Etat, et sur un cahier des charges national défini en collaboration avec l'ensemble des parties prenantes.

Nous souhaitons aussi que ce « nouveau » dispositif fasse l'objet d'une expérimentation significative, pendant trois ans, dans au moins 15 à 20 départements volontaires, incluant des associations et des entreprises et reflétant la diversité des territoires français.

Ces points d'amélioration sont indispensables pour que les prévisions du rapport initié par France Stratégie se réalisent. Selon ses calculs, 322.000 postes seraient à pourvoir d'ici à 2022 dans le secteur de l'aide à domicile. Laissez-nous les créer...

Amir Reza-Tofighi est directeur général de Vitaliance. Cet appel a été cosigné par les dirigeants d'Advitam, Amelis, Apef, Générale des Services, O2, Petits-fils, Pro Seniors, Senior Compagnie, etc.



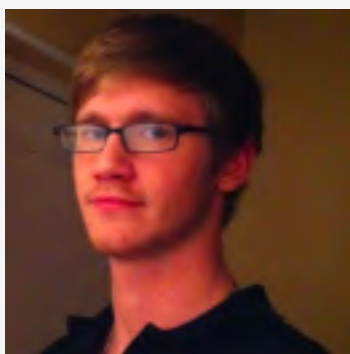
Billet – Inventer plutôt que résister

strategie.gouv.fr – 200 millions de personnes dans le monde sont actuellement au chômage, 30 millions de plus qu'en 2008. C'est dans ce contexte qu'émerge à nouveau une grande peur, celle de voir l'homme remplacé par des machines. Les robots n'ont pas envahi nos vies, mais ils occupent nos esprits. Et une prédiction revient au goût du jour: celle du prix Nobel Wassily Leontief qui, en 1983, annonçait pour le travail humain le sort qu'a connu celui des chevaux au début du XXème siècle.

La plupart des économistes restent dubitatifs face à de telles alarmes.



BPI France a investi €82 Millions dans 43 projets d'objets connectés !



Selon un chiffre de **France Stratégie**, BPI France aurait investi près de 82 millions d'euros dans des projets liés à l'internet des objets connectés depuis sa création.

Selon une étude de Xerfi relayée par ServicesMobiles.fr, la part des objets connectés dans le montant des dépenses des Français en matière de High-Tech a largement progressé au profit des objets connectés.

Si les dépenses se situaient autour de 1,5 % en 2013 (soit à peine 150 millions d'euros), la progression significative de ces dépenses pourrait atteindre 500 millions d'euros l'an prochain

et dépasser la barre des 25% à l'horizon 2020, car de plus en plus d'accessoires seront connectés.



La majorité de la valeur de l'internet des objets demeure cependant concentrée sur les applications B2B. Les entreprises en capacité d'investir parviennent en effet à réaliser bien plus d'économies ou de gains de productivité grâce aux objets connectés.

C'est la raison pour laquelle certains prédisent que bientôt, 60% des objets connectés seront achetés et utilisés par les entreprises (Deloitte). Selon une enquête de Strategy Analytic auprès de 450 entreprises du monde entier à travers 45 marchés verticaux en Juin 2015. La plupart d'entre elles souhaitent en effet résoudre des problèmes qui touchent les opérations quotidiennes ou tout simplement à inventer de nouveaux services et produits pour se différencier.

82 millions dans l'IoT !

En France, BPI France est l'organisme de référence pour le financement de tels projets innovants. Cette 'banque publique d'investissement' a vocation à soutenir la création et le développement des entreprises en investissant 8 milliards d'euros d'ici à 2017 dans les entreprises françaises.

Dans le secteur spécifique de l'internet des objets, on estime ainsi que BPI France a investi près de 82 millions d'euros dans 43 projets d'objets connectés. On ne les connaît pas tous, mais parmi ceux-là figurent le thermostat Qivivo ou le système de Smiirl (ci-dessous).



BPI France est le premier investisseur pour les fabricants français d'objets connectés et ce depuis qu'en Septembre 2013, les objets connectés ont été placés parmi les 34 priorités industrielles du plan stratégique mené par le Ministère du Redressement Productif.

En début d'année, BPI s'était déjà impliqué à hauteur de 23 millions d'euros dans le programme FELIN (pour « Futur Equipement LTE Intégré avec virtualisatioN ») faisant partie du Programme d'Investissements d'Avenir.

Partager la publication "BPI France a investi €82 Millions dans 43 projets d'objets connectés !"

- Facebook
- Twitter
- Google+
- LinkedIn



Les acteurs de l'aide à domicile sont « privés de grandir »

Nous nous appelons Advitam, Amelis, Apéf, Générale des Services, O2, Petits-fils, Pro Seniors, Senior Compagnie, Vitalliance... Nous avons entre huit et treize ans. Nous sommes plus de 3.000 jeunes entreprises en bonne santé. Il y a encore quelques semaines nous étions confiantes dans l'avenir et dans notre potentiel de croissance. Mais un projet de loi du gouvernement a eu pour effet de nous faire geler tous nos projets d'embauche et d'investissement.

Pourtant, tous nos partenaires sont satisfaits : nos clients âgés ou handicapés, nos salariés, qui partagent notre enthousiasme pour nos projets et y voient des opportunités de carrière, nos prestataires, pour qui nous sommes de bons clients, nos banquiers, toujours prêts à financer nos projets.

Portée par leur confiance, notre croissance est forte. Nos entreprises emploient 150.000 personnes à travers la France. Dix d'entre nous ont même été identifiés parmi les 500 principaux créateurs d'emploi en France, depuis 2008, par une étude Xerfi récente (1).

Nous comptons bien ne pas nous arrêter là ! Il y a encore quelques semaines nous prévoyions l'ouverture de nombreuses agences supplémentaires, ce qui aurait abouti à la création de dizaines de milliers d'emplois dans les cinq prochaines années. Nous comptons développer de nouveaux services intelligents et innovants à destination des personnes âgées, des personnes handicapées, et de leurs familles, au centre de nos préoccupations depuis notre naissance. Nous souhaitons enfin continuer à professionnaliser l'ensemble des métiers de l'aide à domicile. Un métier que nous avons déjà contribué à moderniser et sécuriser grâce à notre convention collective il y a un an.

Bien entendu une telle croissance ne se fait pas sans des investissements importants. Notre programme pour 2016 consistait donc aussi, au-delà des recrutements supplémentaires, à louer ou acheter des bureaux et à engager des actions de communication pour nous faire connaître.

Ces projets, la loi d'adaptation de la société au vieillissement, en cours de discussion, nous empêchera de les réaliser... D'abord notre volume d'activité sera plafonné pour nous interdire de grandir. Ensuite, les personnes âgées et handicapées ne pourront plus choisir leurs prestataires d'aide à domicile puisque la liste des prestataires autorisés à intervenir sera réduite par les Conseils départementaux avant d'être totalement fermée (en 2022). Enfin, nous n'aurons plus le droit d'ouvrir de nouvelles agences.

Au passage, cette loi aura un coût pour les Conseils départementaux pour qui elle induira des dépenses supplémentaires : 287 millions d'euros par an, selon une étude du cabinet Olivier Wyman publiée en juin 2015.

Nous nous sommes toujours dits favorables, pour notre secteur, à un texte de loi équilibré, qui harmoniserait enfin les droits et les moyens des associations et des entreprises. Mais, en l'état, cette loi remet définitivement en cause la liberté d'entreprendre dans le secteur de l'aide à domicile et limite la liberté de choix de leurs prestataires pour les personnes âgées ou handicapées. Dans ces conditions, comment sera garantie demain la qualité de service ?

Notre futur passe par une profonde modification du texte de loi actuel. Nous demandons au gouvernement de repenser le régime de l'« autorisation » d'exercice de nos activités. Nous demandons que ce nouveau régime repose sur une gouvernance associant le département aux services de l'Etat, et sur un cahier des charges national défini en collaboration avec l'ensemble des parties prenantes.

Nous souhaitons aussi que ce « nouveau » dispositif fasse l'objet d'une expérimentation significative, pendant trois ans, dans au moins 15 à 20 départements volontaires, incluant des associations et des entreprises et reflétant la diversité des territoires français.

Ces points d'amélioration sont indispensables pour que les prévisions du rapport initié par **France**

Stratégie se réalisent. Selon ses calculs, 322.000 postes seraient à pourvoir d'ici à 2022 dans le secteur de l'aide à domicile. Laissez-nous les créer...

Amir Reza-Tofighi

Amir Reza-Tofighi est directeur général de Vitalliance. Cet appel a été cosigné par les dirigeants d'Advitam, Amelis, Apef, Générale des Services, O2, Petits-fils, Pro Seniors, Senior Compagnie, etc.



Mâle-être chez les hommes

Actualité Société Par Natacha Czerwinski, avec Anne Vidalie, publié le 22/08/2015 à 15:00, mis à jour à 15:00



Ils n'ont plus le mode d'emploi! Interrogés sur ce qu'ils pensent (vraiment) des femmes, les représentants du genre masculin avouent leur confusion devant les attentes, parfois contradictoires, de leurs compagnes ou consœurs. De la fuite au repli, du sexisme à un progressisme affiché, ils se cherchent... et s'adaptent.

Le public, éclectique - groupes de copines, couples de quinquas, jeunes amoureux branchés - trépigne. Dans quelques minutes, sur cette scène parisienne, trois "Desperate Housemen" (1) vont vous révéler, oui, mesdames et messieurs, "la vie des garçons... Enfin celle que les filles ne connaissent pas", promet le flyer. Il y a l'ingénu de la bande, dépassé par le bavardage incessant de sa moitié; le demi-macho rigolo, qui déplore qu'une fois en couple les hommes se "carpettisent"; et le cynique un brin misogyne qui, après dix ans de mariage, est arrivé à ce constat sans appel: "Tout le monde a peur des femmes. Si elles s'allient pour s'attaquer à nous, on va très vite disparaître de la surface de la Terre."

Diantre! Les hommes rient, les filles aussi - mais un peu jaune. Au passage, les acteurs prennent un malin plaisir à souligner qu'à certaines piques sentimentalo-cash "il n'y a que les mecs qui applaudissent"...

>> Notre dossier sur les tabous homme-femme

Ce soir-là, les dames en ont pris pour leur grade, et ce n'est pas un hasard. Car derrière les blagues potaches se dessine la cruelle réalité: devant la complexité croissante des relations hommes-femmes, la gent masculine est de plus en plus perdue. Pris en tenaille entre modèles traditionnels et émergence d'un nouvel ordre sociétal marqué par l'émancipation féminine, l'Homo modernicus hésite entre réflexes stéréotypés et postures proparité, poids des normes et discours empathiques envers des créatures elles-mêmes pleines de contradictions. Il n'en finit plus d'osciller entre repli sur une virilité rassurante et tentatives d'adaptation bienveillante. Quand il ne choisit pas, tout simplement, de faire profil bas devant la "suprématie" éprouvée des valeurs féministes, hissées haut par des mouvements militants du même nom.

>> "Méninisme", quand les hommes transposent le féminisme au masculin

"Souvent, les hommes trouvent les récriminations des femmes sur leur 'oppression' un peu exagérées, assure le sociologue et conférencier Stéphane Edouard (L'Homme idéal, Flammarion). Mais ils s'exposent à des réactions extrêmement agressives s'ils le disent! Il est plus simple, à tous points de vue, d'être 'fémino-compatible'..."



L'Homo modernicus ne sait pas toujours quelle attitude adopter envers des créatures elles-mêmes pleines de contradictions (ici, "Madame porte la culotte", 1949).

MGM Pictures

"Des siècles d'éducation patriarcale"

Les hommes sont-ils "kaputt", comme l'annonçait en 2013 la journaliste américaine Hanna Rosin (2)? Alors que, durant des millénaires, le "rapport de forces" entre les deux sexes n'a pas bougé d'un iota, bien du chemin a été parcouru en France depuis l'obtention du droit de s'inscrire à l'université sans autorisation paternelle maritale, en 1938, à la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. Aujourd'hui, toutes filières confondues, les filles sont majoritaires parmi les étudiants de niveau licence ou master, et même les écoles d'ingénieur(e)s - traditionnellement très masculines - basculent chaque année un peu plus.

>> En 10 ans, la part des femmes dirigeantes n'a augmenté que de 1%

Dans le monde de l'entreprise, les conseils d'administration des sociétés du CAC 40 comptent 32% de femmes en 2014 - un chiffre qui ne cesse de grimper année après année - tandis qu'en vingt ans (1991-2011), le nombre de mères au foyer a diminué d'un tiers parmi les 20-59 ans. Chez les cadres, on frôle la parité en 2015 (pour 37,5% de femmes il y a vingt ans). Et ce n'est qu'un début! Selon **France Stratégie**, un organisme d'expertise et de prospective rattaché à Matignon, elles devraient "à l'horizon de 2022, continuer à [...] accroître leur présence dans les secteurs les plus qualifiés". Que ce soit dans les métiers où elles sont déjà bien représentées (communication, administration, médecine, professions juridiques...) mais aussi dans ceux où elles restent minoritaires (transports, logistique, bâtiment, architecture, ingénierie ou recherche industrielle...).

>> Notre dossier sur l'égalité professionnelle

1. Certains se réjouissent sans arrière-pensées de ces avancées. Tel Eric, haut fonctionnaire de 61 ans, qui appartient à une génération charnière, celle devenue adulte dans la France encore très misogyne des années 1970, et qui a dû "s'adapter". "Quand je pense que, pour ma famille, la question du choix du métier de ma soeur était moins importante que celle de son mariage..." "Ce rééquilibrage des rapports entre les sexes me convient parfaitement, renchérit Alex, un médecin de 37 ans. D'ailleurs, ma compagne me dit souvent que je suis plus féministe qu'elle! C'est peut-être dû à mon enfance. J'étais le seul garçon, entouré de deux

soeurs et de femmes dotées de très fortes personnalités."



Les stratégies féminines pour exister dans des univers "testostéronés" sont déroutantes (ici, "Le Cœur des hommes", 2007).

Pathé Distribution

Ce qui explique sans doute pourquoi ce beau gosse affirme: "Je déteste les filles qui minaudent et les mecs qui mettent leur virilité sur la table. J'appelle cela le syndrome du gringalet en 4x4."

Même refus des clichés du côté de Laurent, 47 ans, marié depuis dix-sept ans: "Ma femme a toujours gagné plus que moi et cela n'a jamais été un problème. Le statut, je m'en fiche !" assure ce responsable de la communication et du marketing aujourd'hui à la recherche d'un emploi, qui craint toutefois que "ses filles ne grandissent dans un monde plus compliqué pour les femmes".

"En termes de droits acquis, la période est exceptionnelle, mais les avancées sont très fragiles, rappelle-t-il. Les mouvements anti-IVG sont toujours là... Ma fille aînée a aussi été très choquée, en entrant en sixième, par la façon particulièrement crue dont les garçons parlent du sexe opposé. Le porno a engendré des images très dégradantes. En somme, porter une jupe courte, c'est être une salope... Quand les préjugés prennent toute la place, on finit par rogner les libertés."

Le déclin de l'empire masculin est encore loin

Ne nous voilons pas la face, néanmoins: si les marqueurs identitaires univoques ("aux hommes la force et la domination, aux femmes la douceur et la soumission") ont du plomb dans l'aile, le déclin de l'empire masculin semble encore loin. Dans la jungle du travail, les hommes ont toujours l'avantage : ils restent, en moyenne, bien mieux payés que leurs homologues féminines (le salaire net mensuel moyen d'une femme était, en 2011, dans le secteur privé et semi-public, inférieur de 19,3% à celui d'un homme). Ils souffrent moins, aussi, du chômage ou du temps partiel, et se réservent encore largement les postes de direction.

"Difficile de tirer un trait sur des siècles d'éducation patriarcale", confesse Vincent, un manager de 50 ans. Chassez les machos, ils reviennent au galop... Ainsi, au moment où le gouvernement proposait un plan contre le harcèlement dans les transports en commun, certains internautes ont fait la moue, estimant que "si les filles veulent plaire, il faut aussi qu'elles acceptent un minimum de retours, comme le sifflement".

Un goujat du Web ajoute même: "De nombreuses femmes, sans être vraiment jolies, sont bien contentes de se montrer attirantes en mini - jupe et/ou décolleté." Dans la même veine, le magazine Causeur, lui, n'a pas trouvé mieux que de s'inquiéter de la "pénalisation des dragueurs". Et d'afficher, en couverture, une blonde tout sourire, robe vichy et tronçonneuse à la main, avec ce titre provocateur: "La terreur féministe"...

Le sénateur de l'Indre Jean-François Mayet (LR) s'est également distingué, voilà quelques semaines, en "rappelant" que les femmes "sont quand même là pour faire des enfants". Souvenez-vous aussi de cette tribune dans laquelle 40 journalistes politiques femmes dénonçaient les réflexions tendancieuses et les mains baladeuses d'élus à leur égard...

Comment neutraliser le facteur séduction?

En entreprise, c'est pire encore. Dans ce monde initialement "créé par des hommes pour des hommes", dit François, coach et analyste, il y a "un vrai malaise : avant, au travail, les mâles étaient 'tranquilles' entre eux, et ne se trouvaient pas confrontés à la féminité. Aujourd'hui, elle est partout et les hommes ont du mal à neutraliser le facteur séduction, le désir..." Aucun secteur professionnel n'échappe aux clashes. En juin dernier, le biologiste britannique nobélisé en 2001 Tim Hunt a fait scandale en expliquant avec une remarquable candeur son "problème avec les filles". "Trois choses se produisent quand elles sont dans un laboratoire. Vous tombez amoureux d'elles, elles tombent amoureuses de vous, puis quand vous les critiquez, elles se mettent à pleurer."

Le scientifique s'est finalement excusé et a démissionné de son poste à l'University College de Londres. Parfois, le sexisme choque même... les hommes. "Un chef a lancé un jour qu'il aimait bien venir bosser, parce qu'en pensant aux filles du service il avait 'une petite gaule le matin', grimace Fabrice, 39 ans, salarié d'une société de transports. Certains types présents ont rigolé, d'autres, comme moi, ont trouvé cela très déplacé. Quant à la seule femme de l'open space, elle a baissé la tête et fait mine de ne pas avoir entendu..."



Entre hommes et femmes, "les représentations se télescopent", dit le psychiatre Serge Hefez (ici, "Girls", 2013).

Home Box Office

Pour Brigitte Grésy, membre du Haut Conseil à l'égalité entre les hommes et les femmes (La Vie en rose, Albin Michel), "tous ces discours et attitudes délégitiment la femme au travail et créent chez elle une insécurité profonde. Je milite aussi pour des processus d'accompagnement, car l'entreprise renforce, à l'image de notre société, la fabrique des différences. Enfant, les filles n'apprennent pas, comme les garçons, le senti ment de légitimité dans la sphère publique ni la construction de l'ambition."

Les femmes ont-elles aussi appris à être "redoutables"?

Pas étonnant, dès lors, que les stratégies inventées par les femmes pour exister, malgré tout, dans des univers "testostéronés", aient tendance à laisser les hommes perplexes... "Certaines d'entre elles forcent un peu les travers masculins en prenant du galon : elles sont très dures, très

cassantes, fait remarquer Alex. D'autres jouent le jeu de la séduction lorsque vous les dirigez... Moins obnubilées par la compétition que leurs collègues de l'autre sexe, elles sont aussi souvent assez agressives entre elles et se jugent beaucoup, comme si elles étaient prisonnières du cliché liant féminité et séduction."

Et Eric, dirigeant dans la fonction publique, d'ajouter : "Il m'est souvent arrivé de faire progresser le salaire de certaines femmes, car elles négociaient mal au moment de leur embauche et se sous-évaluaient. Aujourd'hui, on assiste parfois à la tendance inverse, et certaines sont devenues redoutables en affaires !"

Et côté intimité? Ont-elles aussi appris à être "redoutables"? "Oh oui!" répondent les mâles au cœur souvent meurtri, notamment dans les cas de divorces contentieux, puisque la demande vient, dans près de 70% des cas, de la femme. "On est constamment pris à contre-pied, glisse François, 58 ans. Quoi qu'on fasse ou quoi qu'on dise, ça ne va jamais!" Lorsqu'ils veulent être galants, disent-ils en chœur, les filles crient au machisme. Sauf qu'elles n'ont aucun scrupule à jouer les "princesses" quand ça les arrange...

"Beaucoup d'hommes confient qu'ils ont du mal à se positionner, qu'ils ne comprennent plus ce que veulent les femmes, confirme le psychiatre et psychanalyste Serge Hefez (Le Nouvel Ordre sexuel, Kero). Le problème, c'est qu'il y a, d'un côté, une très forte aspiration à l'égalité et, de l'autre, des lignes d'identification qui remontent à la nuit des temps. Les représentations se télescopent et on se met à attendre de l'autre un peu tout et son contraire..."

Marc, 49 ans, photographe indépendant, séparé depuis un an, va plus loin: "Certaines femmes donnent le sentiment que l'homme, c'est l'ennemi. Mon ex est avocate et avec ses amies - des bobos bio qui gagnent bien leur vie, suivent Caroline Fourest sur Twitter et lisent Causette- elle s'efforce de répondre à une injonction sociale forte: être indépendante à tout prix."

"Le port du zizi est un exercice difficile"

C'est encore plus dur quand les enfants sont en jeu, estime Cyril, 33 ans, qui, depuis cinq ans et demi, se bat pour voir sa fille, et fustige "l'égoïsme de la femme moderne qui veut un enfant mais sans le père". Quant à Stéphane, 46 ans, technicien du spectacle et lui aussi séparé, il est agacé que "la pseudo-évolution du couple" ne soit bonne "que pour les magazines". Son constat est sévère: "Rien n'a vraiment changé, en fait. Et tant pis pour les mecs comme moi, à l'écoute, tendres... C'est toujours le voyou qui gagne à la fin!" "Le port du zizi est un exercice difficile", résume efficacement Bernard-Elie Torgemen, psychanalyste et animateur de groupes de parole pour hommes.

Devant cette difficulté à décoder les nouvelles règles du jeu, le Dr Pierre Desvaux, andrologue et sexologue, raconte volontiers à ses étudiants l'histoire de Bisounours, Bad Boy et Féminette. Bisounours vient le consulter: "J'ai accepté de ne plus être un macho, confie-il. J'écoute Féminette quand elle a besoin de s'épancher; je descends les poubelles, je fais les courses et j'emmène les enfants au square. Et pourtant, ça ne va pas, elle n'est pas satisfaite."

C'est que Féminette, elle, s'ennuie au lit avec son Prince charmant si bien sous tous rapports. Elle rêve de Bad Boy, ce macho patenté, égoïste et dragueur, qui croit que le frigo se remplit tout seul et que le dîner se prépare par magie. Décryptage du Dr Desvaux : "Ce sont les vrais jules, ceux qui sentent le sable chaud, qui excitent les Féminettes, ces femmes au demeurant bourrées de convictions féministes..."

Pas facile pour les Bisounours de se transformer, la nuit venue, en Bad Boys. Surtout quand on leur a inculqué que macho égale salaud. "Maintenant qu'elle a lu Cinquante nuances de Grey, elle voudrait que je la culbute sur le canapé ou que je l'attache!" s'étonne, face à son thérapeute, un gentil trentenaire déconcerté. Une autre "victime" confirme: "On dit toujours que les femmes ont besoin de romantisme, mais elles ont aussi des envies sexuelles très directes. Récemment, j'en ai rencontré une et on s'est retrouvés à l'hôtel, à son initiative, après quelques échanges de SMS. Mais j'étais bloqué, on ne se connaissait pas assez!" Finalement, il se pourrait bien que l'homme soit une femme comme les autres...

(1) Le spectacle se joue à Bobino jusqu'au 29 août.

(2) The End of Men. Voici venu le temps des femmes (Autrement).



Mâle-être chez les hommes

Le public, éclectique - groupes de copines, couples de quinquas, jeunes amoureux branchés - trépigne. Dans quelques minutes, sur cette scène parisienne, trois "Desperate Housemen" (1) vont vous révéler, oui, mesdames et messieurs, "la vie des garçons... Enfin celle que les filles ne connaissent pas", promet le flyer. Il y a l'ingénu de la bande, dépassé par le bavardage incessant de sa moitié; le demi-macho rigolo, qui déplore qu'une fois en couple les hommes se "carpettissent"; et le cynique un brin misogyne qui, après dix ans de mariage, est arrivé à ce constat sans appel: "Tout le monde a peur des femmes. Si elles s'allient pour s'attaquer à nous, on va très vite disparaître de la surface de la Terre." Diantre! Les hommes rient, les filles aussi - mais un peu jaune. Au passage, les acteurs prennent un malin plaisir à souligner qu'à certaines piques sentimentalo-cash "il n'y a que les mecs qui applaudissent"... Ce soir-là, les dames en ont pris pour leur grade, et ce n'est pas un hasard. Car derrière les blagues potaches se dessine la cruelle réalité: devant la complexité croissante des relations hommes-femmes, la gent masculine est de plus en plus perdue. Pris en tenaille entre modèles traditionnels et émergence d'un nouvel ordre sociétal marqué par l'émancipation féminine, l'Homo modernicus hésite entre réflexes stéréotypés et postures proparité, poids des normes et discours empathiques envers des créatures elles-mêmes pleines de contradictions. Il n'en finit plus d'osciller entre repli sur une virilité rassurante et tentatives d'adaptation bienveillante. Quand il ne choisit pas, tout simplement, de faire profil bas devant la "suprématie" éprouvée des valeurs féministes, hissées haut par des mouvements militants du même nom. "Souvent, les hommes trouvent les récriminations des femmes sur leur 'oppression' un peu exagérées, assure le sociologue et conférencier Stéphane Edouard (L'Homme idéal, Flammarion). Mais ils s'exposent à des réactions extrêmement agressives s'ils le disent! Il est plus simple, à tous points de vue, d'être 'fémino-compatible'..."

"Des siècles d'éducation patriarcale"

Les hommes sont-ils "kaputt", comme l'annonçait en 2013 la journaliste américaine Hanna Rosin (2)? Alors que, durant des millénaires, le "rapport de forces" entre les deux sexes n'a pas bougé d'un iota, bien du chemin a été parcouru en France depuis l'obtention du droit de s'inscrire à l'université sans autorisation paternelle maritale, en 1938, à la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. Aujourd'hui, toutes filières confondues, les filles sont majoritaires parmi les étudiants de niveau licence ou master, et même les écoles d'ingénieur(e)s - traditionnellement très masculines - basculent chaque année un peu plus. Dans le monde de l'entreprise, les conseils d'administration des sociétés du CAC 40 comptent 32% de femmes en 2014 - un chiffre qui ne cesse de grimper année après année - tandis qu'en vingt ans (1991-2011), le nombre de mères au foyer a diminué d'un tiers parmi les 20-59 ans. Chez les cadres, on frôle la parité en 2015 (pour 37,5% de femmes il y a vingt ans). Et ce n'est qu'un début! Selon **France Stratégie**, un organisme d'expertise et de prospective rattaché à Matignon, elles devraient "à l'horizon de 2022, continuer à [...] accroître leur présence dans les secteurs les plus qualifiés". Que ce soit dans les métiers où elles sont déjà bien représentées (communication, administration, médecine, professions juridiques...) mais aussi dans ceux où elles restent minoritaires (transports, logistique, bâtiment, architecture, ingénierie ou recherche industrielle...).

Certains se réjouissent sans arrière-pensées de ces avancées. Tel Eric, haut fonctionnaire de 61 ans, qui appartient à une génération charnière, celle devenue adulte dans la France encore très misogyne des années 1970, et qui a dû "s'adapter". "Quand je pense que, pour ma famille, la question du choix du métier de ma soeur était moins importante que celle de son mariage..." "Ce rééquilibrage des rapports entre les sexes me convient parfaitement, renchérit Alex, un médecin de 37 ans. D'ailleurs, ma compagne me dit souvent que je suis plus féministe qu'elle! C'est peut-être dû à mon enfance. J'étais le seul garçon, entouré de deux soeurs et de femmes dotées de très fortes personnalités." Ce qui explique sans doute pourquoi ce beau gosse affirme: "Je déteste les filles qui minaudent et les mecs qui mettent leur virilité sur la table. J'appelle cela le syndrome du gringalet en 4x4." Même refus des clichés du côté de Laurent, 47 ans, marié depuis dix-sept ans: "Ma femme a toujours gagné plus que moi et cela n'a jamais été un problème. Le statut, je

m'en fiche !" assure ce responsable de la communication et du marketing aujourd'hui à la recherche d'un emploi, qui craint toutefois que "ses filles ne grandissent dans un monde plus compliqué pour les femmes". "En termes de droits acquis, la période est exceptionnelle, mais les avancées sont très fragiles, rappelle-t-il. Les mouvements anti-IVG sont toujours là... Ma fille aînée a aussi été très choquée, en entrant en sixième, par la façon particulièrement crue dont les garçons parlent du sexe opposé. Le porno a engendré des images très dégradantes. En somme, porter une jupe courte, c'est être une salope... Quand les préjugés prennent toute la place, on finit par rogner les libertés."

Le déclin de l'empire masculin est encore loin

Ne nous voilons pas la face, néanmoins: si les marqueurs identitaires univoques ("aux hommes la force et la domination, aux femmes la douceur et la soumission") ont du plomb dans l'aile, le déclin de l'empire masculin semble encore loin. Dans la jungle du travail, les hommes ont toujours l'avantage : ils restent, en moyenne, bien mieux payés que leurs homologues féminines (le salaire net mensuel moyen d'une femme était, en 2011, dans le secteur privé et semi-public, inférieur de 19,3% à celui d'un homme). Ils souffrent moins, aussi, du chômage ou du temps partiel, et se réservent encore largement les postes de direction. "Difficile de tirer un trait sur des siècles d'éducation patriarcale", confesse Vincent, un manager de 50 ans. Chassez les machos, ils reviennent au galop... Ainsi, au moment où le gouvernement proposait un plan contre le harcèlement dans les transports en commun, certains internautes ont fait la moue, estimant que "si les filles veulent plaire, il faut aussi qu'elles acceptent un minimum de retours, comme le sifflement". Un goujat du Web ajoute même: "De nombreuses femmes, sans être vraiment jolies, sont bien contentes de se montrer attirantes en mini - jupe et/ou décolleté." Dans la même veine, le magazine Causeur, lui, n'a pas trouvé mieux que de s'inquiéter de la "pénalisation des dragueurs". Et d'afficher, en couverture, une blonde tout sourire, robe vichy et tronçonneuse à la main, avec ce titre provocateur: "La terreur féministe"... Le sénateur de l'Indre Jean-François Mayet (LR) s'est également distingué, voilà quelques semaines, en "rappelant" que les femmes "sont quand même là pour faire des enfants". Souvenez-vous aussi de cette tribune dans laquelle 40 journalistes politiques femmes dénonçaient les réflexions tendancieuses et les mains baladeuses d'élus à leur égard...

Comment neutraliser le facteur séduction?

En entreprise, c'est pire encore. Dans ce monde initialement "créé par des hommes pour des hommes", dit François, coach et analyste, il y a "un vrai malaise : avant, au travail, les mâles étaient 'tranquilles' entre eux, et ne se trouvaient pas confrontés à la féminité. Aujourd'hui, elle est partout et les hommes ont du mal à neutraliser le facteur séduction, le désir..." Aucun secteur professionnel n'échappe aux clashes. En juin dernier, le biologiste britannique nobélisé en 2001 Tim Hunt a fait scandale en expliquant avec une remarquable candeur son "problème avec les filles". "Trois choses se produisent quand elles sont dans un laboratoire. Vous tombez amoureux d'elles, elles tombent amoureuses de vous, puis quand vous les critiquez, elles se mettent à pleurer." Le scientifique s'est finalement excusé et a démissionné de son poste à l'University College de Londres. Parfois, le sexisme choque même... les hommes. "Un chef a lancé un jour qu'il aimait bien venir bosser, parce qu'en pensant aux filles du service il avait 'une petite gaule le matin', grimace Fabrice, 39 ans, salarié d'une société de transports. Certains types présents ont rigolé, d'autres, comme moi, ont trouvé cela très déplacé. Quant à la seule femme de l'open space, elle a baissé la tête et fait mine de ne pas avoir entendu..." Pour Brigitte Grésy, membre du Haut Conseil à l'égalité entre les hommes et les femmes (La Vie en rose, Albin Michel), "tous ces discours et attitudes délégitiment la femme au travail et créent chez elle une insécurité profonde. Je milite aussi pour des processus d'accompagnement, car l'entreprise renforce, à l'image de notre société, la fabrique des différences. Enfant, les filles n'apprennent pas, comme les garçons, le sentiment de légitimité dans la sphère publique ni la construction de l'ambition."

Les femmes ont-elles aussi appris à être "redoutables"?

Pas étonnant, dès lors, que les stratégies inventées par les femmes pour exister, malgré tout, dans des univers "testostéronés", aient tendance à laisser les hommes perplexes... "Certaines d'entre elles forcent un peu les travers masculins en prenant du galon : elles sont très dures, très

cassantes, fait remarquer Alex. D'autres jouent le jeu de la séduction lorsque vous les dirigez... Moins obnubilées par la compétition que leurs collègues de l'autre sexe, elles sont aussi souvent assez agressives entre elles et se jugent beaucoup, comme si elles étaient prisonnières du cliché liant féminité et séduction." Et Eric, dirigeant dans la fonction publique, d'ajouter : "Il m'est souvent arrivé de faire progresser le salaire de certaines femmes, car elles négociaient mal au moment de leur embauche et se sous-évaluaient. Aujourd'hui, on assiste parfois à la tendance inverse, et certaines sont devenues redoutables en affaires !" Et côté intimité? Ont-elles aussi appris à être "redoutables"? "Oh oui!" répondent les mâles au coeur souvent meurtri, notamment dans les cas de divorces contentieux, puisque la demande vient, dans près de 70% des cas, de la femme. "On est constamment pris à contre-pied, glisse François, 58 ans. Quoi qu'on fasse ou quoi qu'on dise, ça ne va jamais!" Lorsqu'ils veulent être galants, disent-ils en chœur, les filles crient au machisme. Sauf qu'elles n'ont aucun scrupule à jouer les "princesses" quand ça les arrange... "Beaucoup d'hommes confient qu'ils ont du mal à se positionner, qu'ils ne comprennent plus ce que veulent les femmes, confirme le psychiatre et psychanalyste Serge Hefez (Le Nouvel Ordre sexuel, Kero). Le problème, c'est qu'il y a, d'un côté, une très forte aspiration à l'égalité et, de l'autre, des lignes d'identification qui remontent à la nuit des temps. Les représentations se télescopent et on se met à attendre de l'autre un peu tout et son contraire..." Marc, 49 ans, photographe indépendant, séparé depuis un an, va plus loin: "Certaines femmes donnent le sentiment que l'homme, c'est l'ennemi. Mon ex est avocate et avec ses amies - des bobos bio qui gagnent bien leur vie, suivent Caroline Fourest sur Twitter et lisent Causette- elle s'efforce de répondre à une injonction sociale forte: être indépendante à tout prix."

"Le port du zizi est un exercice difficile"

C'est encore plus dur quand les enfants sont en jeu, estime Cyril, 33 ans, qui, depuis cinq ans et demi, se bat pour voir sa fille, et fustige "l'égoïsme de la femme moderne qui veut un enfant mais sans le père". Quant à Stéphane, 46 ans, technicien du spectacle et lui aussi séparé, il est agacé que "la pseudo-évolution du couple" ne soit bonne "que pour les magazines". Son constat est sévère: "Rien n'a vraiment changé, en fait. Et tant pis pour les mecs comme moi, à l'écoute, tendres... C'est toujours le voyou qui gagne à la fin!" "Le port du zizi est un exercice difficile", résume efficacement Bernard-Elie Torgemen, psychanalyste et animateur de groupes de parole pour hommes. Devant cette difficulté à décoder les nouvelles règles du jeu, le Dr Pierre Desvaux, andrologue et sexologue, raconte volontiers à ses étudiants l'histoire de Bisounours, Bad Boy et Féminette. Bisounours vient le consulter: "J'ai accepté de ne plus être un macho, confie-il. J'écoute Féminette quand elle a besoin de s'épancher; je descends les poubelles, je fais les courses et j'emmène les enfants au square. Et pourtant, ça ne va pas, elle n'est pas satisfaite." C'est que Féminette, elle, s'ennuie au lit avec son Prince charmant si bien sous tous rapports. Elle rêve de Bad Boy, ce macho patenté, égoïste et dragueur, qui croit que le frigo se remplit tout seul et que le dîner se prépare par magie. Décryptage du Dr Desvaux : "Ce sont les vrais jules, ceux qui sentent le sable chaud, qui excitent les Féminettes, ces femmes au demeurant bourrées de convictions féministes..." Pas facile pour les Bisounours de se transformer, la nuit venue, en Bad Boys. Surtout quand on leur a inculqué que macho égale salaud. "Maintenant qu'elle a lu Cinquante nuances de Grey, elle voudrait que je la culbute sur le canapé ou que je l'attache!" s'étonne, face à son thérapeute, un gentil trentenaire déconcerté. Une autre "victime" confirme: "On dit toujours que les femmes ont besoin de romantisme, mais elles ont aussi des envies sexuelles très directes. Récemment, j'en ai rencontré une et on s'est retrouvés à l'hôtel, à son initiative, après quelques échanges de SMS. Mais j'étais bloqué, on ne se connaissait pas assez!" Finalement, il se pourrait bien que l'homme soit une femme comme les autres...

(1) Le spectacle se joue à Bobino jusqu'au 29 août. (2) The End of Men. Voici venu le temps des femmes (Autrement).



Louis Schweitzer
commissaire général
à l'investissement

« Le co-investissement encourage certains investisseurs privés à prendre davantage de risques »

Ancien P-DG de Renault dont il a organisé l'alliance avec Nissan, Louis Schweitzer a été nommé en conseil des ministres, au cours du mois d'avril 2014, Commissaire général à l'investissement, succédant ainsi à Louis Gallois. Il est notamment chargé de veiller à la cohérence de la politique d'investissement de l'État et à la coordination des travaux interministériels sous l'autorité du Premier ministre.

« J'AI PLAIDÉ
POUR UN TROISIÈME
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT D'AVENIR D'UN
MONTANT INDICATIF DE
10 MILLIARDS D'EUROS »



2010

125 appels
à projet ont
été lancés.

4 851
projets
déposés

Décodeurs. Quel bilan provisoire peut-on faire des investissements réalisés dans le cadre des programmes d'investissement d'avenir (PIA) ?

Louis Schweitzer. Ma tâche au Commissariat général à l'investissement s'inscrit dans la droite ligne de l'action de mes prédécesseurs. Au-delà de cet élément de continuité, nous poursuivons également un effort de simplification et d'accélération dans les étapes d'engagement (affectation d'un budget à un projet) et de contractualisation (contrat avec les acteurs) des projets. L'objectif consiste ainsi à réduire à trois mois la durée entre le dépôt d'un projet pour examen et la contractualisation avec le bénéficiaire. Pour cela, nous avons fixé un délai de péremption visant à annuler toute décision prise par le Premier ministre qui ne soit pas arrivée à l'étape de la contractualisation dans un délai de trois mois. Nous veillons aussi à continuer la publication des rapports annuels en les rendant plus lisibles et plus exploitables.

Décodeurs. Parmi les projets financés, pouvez-vous nous citer un exemple d'investissement qui retranscrit parfaitement le sens de votre action ?

L. S. Notre soutien au projet de développement du laboratoire P4 Jean Mérieux à Lyon, spécialisé dans l'analyse des virus les plus dangereux, en est une parfaite illustration. Il a d'ailleurs été le premier laboratoire au monde à isoler le virus Ebola. Il s'agit d'un exemple d'autant plus intéressant que le Commissariat général à l'investissement finance l'extension des capacités d'accueil du laboratoire P4 aux côtés de la fondation Mérieux et de l'Inserm, preuve que les sphères publique et privée peuvent travailler main dans la main.

Décodeurs. Un concours mondial d'innovation a été initié dans le cadre du programme d'investissement d'avenir pour une dotation totale de 300 millions d'euros. Où en est le processus de sélection ?

L. S. Le concours se compose de plusieurs vagues avec de nombreuses phases. Depuis l'année dernière, on a sélectionné les gagnants de la première phase avec 110 bénéficiaires et un investissement de 200 000 euros par projet. Nous avons également choisi les 35 gagnants des deuxième phases de la deuxième vague, où l'on peut aller jusqu'à 2 millions d'apports en avances remboursables. Cette dynamique démontre que nous procédons non seulement à l'identification des start-up, mais aussi à l'accompagnement jusqu'au moment où elles deviendront de vraies entreprises, une troisième phase où l'on peut aller jusqu'à 20 milliards d'euros de fonds propres. Le processus de sélection des gagnants est si pertinent que nous avons lancé un second concours de l'innovation et que nous étendons ce type d'approche à des domaines différents, parmi lesquels on notera celui des transports du futur.

Décodeurs. Les premières et deuxième moutures du programme d'investissement d'avenir seront engagées en quasi-totalité à la mi-2017. Vous avez appelé le gouvernement à présenter un nouveau PIA en 2016. Pour quelles raisons ?

L. S. J'ai plaidé pour un troisième PIA d'un montant indicatif de 10 milliards d'euros, sur la base de deux arguments majeurs. D'une part, les circonstances qui ont justifié le premier programme demeurent. On constate, en effet, une période de rigueur budgétaire pouvant amener nos politiques à sacrifier l'investissement de l'avenir face aux contraintes immédiates. Cela démontre effectivement le besoin de trouver un méca-



nisme spécifique qui permette de privilégier l'investissement de long terme. D'autre part, les dotations budgétaires du programme seront dépensées en quasi-totalité à la mi-2017, et nous souhaitons continuer notre travail avec la plus grande fluidité possible. S'agissant de sa mise en œuvre, je considère nécessaire la réalisation d'une évaluation des deux programmes précédents avant de lancer un troisième programme. Les investissements s'inscrivant sur une durée très importante, il est évident que nous ne pourrions réaliser qu'un bilan provisoire. Nous utiliserons pour cela les évaluations de mi-parcours des programmes que nous avons déjà effectués. Nous avons également demandé au Commissariat général à la stratégie et à la prospective de désigner un comité d'experts de haut niveau afin de piloter cet examen, ce qui nous permettra d'avoir un point de vue extérieur sur les résultats de notre travail.

Décideurs. Cette troisième vague d'investissements doit-elle se réaliser dans la lignée de ce qui a été réalisé jusqu'ici ?

L. S. Je pense que la philosophie générale des programmes d'investissement d'avenir est la bonne. Cette troisième vague d'investissement devrait donc se faire dans la continuité de ce qui a déjà été entrepris. Je note toutefois quelques légers points d'inflexion. Jusqu'à présent, d'importants efforts ont été mis en œuvre sur la recherche tandis que l'enseignement a quelque peu été délaissé. Il y a pourtant de nombreuses innovations possibles dans ce domaine. L'explosion du numérique a ouvert la voie à des changements majeurs et il nous appartient de soutenir l'enseignement dans cette démarche, à l'image notamment de ce que nous avons fait avec le financement de formation à distance. De même, nous avons fait preuve d'une certaine timidité dans le soutien à quelques-uns des grands secteurs d'activité économiques de notre pays, je pense notamment à ceux du tourisme et de l'industrie agroalimentaire. Enfin, si dans le cadre des PIA 1 et 2 nous avons mis en place un système de codécisions et de cofinancement de projets avec les régions, leur montant était cependant très limité, à hauteur de 50 millions d'euros. Il est, à mon sens, justifié que ce montant soit revu à la hausse. Les nouvelles régions issues de la réforme territoriale vont être amenées à jouer un rôle économique encore plus important. Il serait donc logique qu'elles soient davantage associées aux investissements réalisés dans le cadre du prochain PIA.

Décideurs. On évoque l'articulation entre les PIA et les projets d'investissement européens définis dans le cadre du plan Juncker. N'y a-t-il pas des risques de doublons ?

L. S. Le plan Juncker prévoit la création d'un fonds européen pour les investissements stratégiques devant permettre la mobilisation d'au moins 315 milliards d'euros d'investissements supplémentaires au cours des trois prochaines années. Il est important que son application soit cohérente avec les investissements réalisés dans le cadre du PIA. En pratique, le fonds européen couvre toutefois un territoire quelque peu différent du nôtre. Contrairement au PIA, le plan Juncker ne comporte pas de subvention. En fait, là où les fonds délivrés dans le cadre du programme d'investissement d'avenir se dirigent vers l'expérimentation et la démonstration de l'innovation, le plan Juncker va plutôt soutenir sa diffusion. Son champ d'action couvre cependant des domaines voisins du nôtre, à savoir les secteurs du numérique et des économies d'énergie. Autrement dit, là où le PIA soutient la recherche, en amont, le plan Juncker appuiera son développement et la diffusion, en aval. Pour éviter tout problème de doublon, c'est le commissaire général à l'investissement adjoint Thierry Francq qui a été chargé de coordonner le plan Juncker pour la partie française. Le fait qu'une même équipe soit en charge de ces deux programmes assure une parfaite cohérence dans l'utilisation des fonds ainsi alloués.

Décideurs. L'une des problématiques les plus importantes n'est-elle pas d'optimiser vos investissements avec ceux du secteur privé ?

L. S. Le rapport annuel que nous avons récemment publié met en exergue le nombre important de cofinancements effectués dans le cadre du PIA. Au 31 décembre nous avons contractualisé près de 28 milliards d'euros en programme de soutien à l'économie. En parallèle, 26 milliards d'euros de cofinancement avaient été ainsi réalisés. Pour un euro investi nous avons quasiment un euro de co-investissement, un chiffre bien meilleur que celui initialement espéré par Michel Rocard et Alain Juppé. Sur ces 26 milliards d'euros, 18 milliards viennent du secteur privé. Le soutien des fonds d'investissement et des entreprises aux projets que nous finançons est essentiel. Il génère un effet d'entraînement important. En partageant le financement, nous encourageons en effet certains investisseurs à prendre davantage de risques. Le fait que des acteurs privés nous accompagnent dans nos investissements est également un gage de sérieux et démontre notre sens des responsabilités. ♦

Propos recueillis par Angelica Londoño
et Aurélien Florin

**« LES NOUVELLES RÉGIONS
DOIVENT ÊTRE DAVANTAGE
ASSOCIÉES AUX INVESTISSEMENTS RÉALISÉS DANS
LE CADRE DU PROCHAIN
PROGRAMME D'INVESTISSEMENT D'AVENIR »**

4 guichets
ouverts
chez BPI,
l'ANAH et l'ASP

1 479 projets
ont été sélectionnés

+ de 2 300
entreprises sont
soutenues par des outils
développés et financés
par le programme
d'investissement d'avenir